



Communiqué de presse – 7 janvier 2010

Lutte contre le terrorisme

Pour R. Vainopoulos, « la sécurité se joue avant tout dans les aéroports, pas dans les agences de voyages »

Suite aux annonces faites par le gouvernement pour lutter contre le terrorisme, le Président de TourCom Richard Vainopoulos estime que les pouvoirs publics devraient renforcer les exigences vis-à-vis des aéroports plutôt que d'imposer de nouvelles obligations aux agences de voyages.

Le projet du ministre de l'intérieur Brice Hortefeux veut que les données personnelles complètes des passagers soient transmises dès la phase de réservation des billets, que celle-ci ait lieu en agence, auprès de la compagnie directement ou sur internet.

Pour R. Vainopoulos, *« non seulement cette nouvelle obligation va demander un temps de saisie supplémentaire aux agences, mais elle va poser de vraies questions. Que se passera-t-il si le client refuse de donner certaines informations ou fournit de faux renseignements ? La responsabilité de l'agence pourra-t-elle être engagée ? L'agence devra-t-elle contrôler l'identité de leurs clients ? En aura-t-elle le droit ? »*

Une sécurité financée par les taxes sur les billets d'avion

Au lieu de se décharger une fois encore sur les agences de voyages, les pouvoirs publics devraient renforcer la sécurité là où elle le plus utile : dans les aéroports.

Comme l'explique le Président de TourCom, *« les aéroports financent leurs dispositifs de sûreté par une taxe payée par le consommateur qui ne fait qu'augmenter. 10 euros par billet en 2010, c'est énorme ! Surtout quand on voit – et chacun a pu le constater au cours d'un voyage – le manque d'efficacité pour ne pas dire le laxisme de certains contrôles ».*

Pour R. Vainopoulos, la sécurité au sein des aéroports doit être confiée à des agents assermentés, représentants de la force publique, et non à des sociétés sous-traitantes dont le professionnalisme n'est pas suffisamment vérifié.